



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 25 juillet 2017
(OR. en)

11507/17

COPEN 248
EUROJUST 128
EJN 53

NOTE

Origine:	Mme Jovita Neliupšienė, Ambassadrice/Représentante permanente, Représentation permanente de la Lituanie auprès de l'Union européenne
en date du:	28 juin 2017
Destinataire:	Mme Christine Roger, Directrice générale, Conseil de l'Union européenne
Objet:	Décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve - Notification de la Lituanie

Madame la Directrice générale,

Veillez trouver ci-joint la lettre de M. Donatas Matuiza, vice-ministre de la justice de la République de Lituanie, concernant la présentation de déclarations actualisées conformément à la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil.

(Formule de politesse)

(s.) Jovita Neliupšienė



MINISTÈRE DE LA JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE

Service du budget, Gedimino pr. 30, LT-01104 Vilnius,
Tél. (8 5) 266 2984, fax (8 5) 262 5940, courriel: rastine@tm.lt,
Numéro de compte: LT267044060000269484 AB SEB bankas, code bancaire: 70440.
Données enregistrées et conservées dans le Registre des entités juridiques, code 188604955

À l'attention du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne 16 juin 2017

N° (1.13) 7R-5062

CONFORMÉMENT À LA DÉCISION-CADRE 2003/577/JAI,

Nous avons l'honneur de vous informer que les actes juridiques mettant en œuvre la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve (ci-après "décision-cadre") dans la République de Lituanie sont entrés en vigueur le 15 juin 2017; ces actes modifient les dispositions antérieures mettant en œuvre la décision-cadre.

Conformément à l'article 9, paragraphe 3, de la décision-cadre, nous vous informons que dorénavant, la République de Lituanie accepte les certificats rédigés ou traduits **en langue lituanienne**.

Nous vous informons par ailleurs que sont désignés comme institutions destinataires:

- le **parquet régional** compétent pour le lieu où les biens ou les éléments de preuve sont situés;
- **le parquet général de la République de Lituanie:**
 - a) lorsque le lieu précis où les biens ou les éléments de preuve sont situés ne peut être établi;

ou

b) lorsque les biens ou les éléments de preuve sont situés dans différentes régions et que l'exécution de la décision de gel des biens ou des éléments de preuve exige de prendre des mesures dans les territoires relevant de la compétence de plusieurs parquets régionaux, et qu'il est donc nécessaire de coordonner l'exécution de ladite décision.

Veillez croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma très haute considération.

Vice-ministre de la justice

Donatas Matuiza
